



De Dijon, nous réaffirmons que la défense de nos Hôpitaux doit-être la priorité !

OoOoO

Malgré la pluie, une forte délégation régionale était rassemblée ce 14 Novembre 2019, Place des Savoirs à Dijon à l'Agence Régionale Santé Bourgogne Franche-Comté. Outre les prises de paroles des organisations présentes, une délégation a été reçue par deux représentants de la Direction Générale, Monsieur Pribile s'est excusé, ce qui semble être coutumier.

La rencontre, aura durée moins de 10 minutes, les délégations feront le choix de quitter la salle, considérant, comme il leur a été dit que c'était insupportable de ne pas considérer les représentants des usagers, des personnels et des élus.

Les intervenants ont tous unanimement dénoncé l'avenir du service public étranglé financièrement. Le gouvernement tue sciemment l'hôpital public en chassant les personnels qui ne supportent plus le mépris qui leur est opposé, tandis qu'ils sont malades de ne pas avoir les moyens de faire convenablement leur métier : prendre en charge humainement les patients.

La délégation de Saône et Loire était portée par le Codef et des représentants syndicaux des Hôpitaux de Montceau, Paray, Autun, Chalon et Sevrey. Le débat s'est installé dans le bus du retour ce qui a permis de prendre la mesure de la situation qui s'installe dans les hôpitaux au fil des semaines. Les projections à moyen et plus long terme laisse présager un désastre sanitaire et social !

Il est clair que la lutte n'est pas près de s'arrêter. La santé pas sans nous !

Des négociations urgentes en particulier sur les thèmes suivants doivent être ouvertes :

- Recrutement de professionnel.le.s supplémentaires immédiatement et plan de formation pluridisciplinaire
- Revalorisation générale des salaires pour rattraper les 10 ans de blocage, et reconnaissance des qualifications des professionnel.le.s
- Renforcement des moyens financiers significatifs pour les établissements, ce qui passe par une revalorisation de l'ONDAM à au moins 5% dans le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale
- L'arrêt de toutes les fermetures d'établissements, de services et de lits et la réouverture de lits là où c'est nécessaire

Il nous faut de réelles mesures qui garantissent l'accès, la proximité et une prise en charge optimale en terme de qualité et de sécurité des soins pour toutes et tous partout.

Le 14 Novembre 2019